

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2016)
Heft: 2134

Artikel: La transition, une révolution accompagnée : pour assurer leur viabilité, les politiques de développement durable appellent une gouvernance différenciée
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023459>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

capitaliste. Et si certains niqabs ont sans doute valeur d'affirmation politique, d'autres peuvent correspondre à un cheminement religieux entièrement pacifique.

La seule chose qu'on peut finalement dire avec certitude, c'est que les deux tenues constituent des usages paradoxaux – et très largement minoritaires – de la grande liberté reconnue ici aux individus de se présenter en public comme ils l'entendent. Ils peuvent déranger. Mais ils ne menacent cette liberté que d'une seule manière: par la tentation qu'ils inspirent à certains de la limiter. Et de se tirer du même coup une balle dans le pied.

Les musulmans européens sont

divisés sur l'attitude à adopter face aux manifestations du fondamentalisme, certains attendent même d'éventuelles interdictions une forme de protection face à la pression communautariste. Mais aucun d'entre eux ne peut rester insensible à la haine toujours plus explicite qui imbibe le débat sur les «*signes ostentatoires*», pour le dire en hexagonal courant, de la fidélité religieuse.

Or ce résultat, avec le divorce qu'il prépare entre les sociétés européennes et leurs musulmans, est exactement celui que les groupes djihadistes, d'Al Qaeda à Daech, poursuivent avec acharnement. Au moment où la violence très largement intra-communautaire de ces derniers détourne d'eux de nombreux

croyants, c'est, pour le dire en termes simples, vraiment trop bête.

Restent les détails: la nécessité, peut-être, de voir les visages de ceux qui s'adressent à une administration publique, les normes d'hygiène en piscine, etc. Autant de questions qui méritent tout au plus un traitement réglementaire.

Mais le problème de fond est ailleurs et c'est bien, comme le disent les partisans de la ligne dure, une question de valeurs. Ou plutôt de valeur au singulier: faisons-nous toujours assez confiance à la liberté pour vouloir la défendre et la partager? Ou sommes-nous à notre tour devenus des fondamentalistes?

La transition, une révolution accompagnée

Pour assurer leur viabilité, les politiques de développement durable appellent une gouvernance différenciée

Yvette Jaggi - 19 septembre 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29886>

Les mots charrient leur lot de sous-entendus. L'expression de changement climatique fait naître un sentiment d'insurmontable fatalité. Au contraire, quand on parle de transition énergétique, on induit la volonté d'influer positivement sur l'avenir de la planète.

Les collectivités, les entreprises, toutes les organisations humaines ont à

faire face au même phénomène: le changement. Elles l'affrontent, le préparent, le gèrent, l'accompagnent, avec une clairvoyance et une bravoure inégales, selon la nature et la temporalité du changement lui-même.

Une évolution lente comme celle du climat nourrit durablement le débat entre sceptiques et inquiets. Une révolution industrielle ou

numérique exige une adaptation soudaine et inéluctable des savoirs et des structures. Une transformation des mentalités ou des pratiques sociales se fait à des rythmes variables qui suscitent des réactions également différenciées.

Outre le rythme, la compréhension du changement peut se modifier: les uns en prennent acte, et le mettent en

forme comme le législateur ou cherchent à en tirer profit comme le chef d'entreprise. D'autres le considèrent comme un objectif et préparent le grand soir avec ses lendemains qui devraient chanter. «*Le changement, nous pouvons y croire*», écrivait [Barack Obama](#) il y a huit ans, au moment d'entamer sa première campagne pour accéder à la Maison-Blanche.

Mais le plus intéressant du changement réside ailleurs, du côté de ce que l'on peut considérer comme une révolution certes, mais au bénéfice d'un accompagnement attentif: la transition. Car celle-ci se rapporte moins au résultat qu'au processus, moins à l'aboutissement qu'à la démarche. Elle convient particulièrement aux développements longs et complexes, à la fois prévisibles dans leur issue et indéterminés dans leur parcours aux multiples parallèles.

La transition énergétique...

On parle à juste titre de la transition énergétique, une évolution qui se déroule sur plusieurs décennies et passe par différentes voies. Ainsi, la libération progressive de la dépendance aux énergies fossile et nucléaire devrait être compensée par l'essor des ressources renouvelables ainsi que par une diminution générale et individuelle de la consommation d'énergie. Faute d'oser évoquer cette transition complexe et audacieuse, le Conseil fédéral préfère parler de sa [Stratégie énergétique](#)

[2050](#), dont l'examen fractionné se poursuivra aux Chambres fédérales pendant la législature en cours. Le vocabulaire politique alémanique utilise couramment le mot [Wende](#), en traduction le [tournant](#), alors que la terminologie francophone demeure attachée au terme de [transition](#). Tout comme la littérature spécialisée, à commencer par l'excellent ouvrage intitulé [Comprendre la transition énergétique: 100 questions brûlantes, 100 réponses la tête froide](#).

... et mobilitaire

Présentée comme une caractéristique essentielle de la modernité voici 45 ans par un géographe américain nommé Wilbur Zelinsky, «[l'hypothèse de la transition mobilitaire](#)» est désormais reconnue, au même titre que l'énergie ou les télécommunications, comme un système dans lequel les processus technologiques et sociaux évoluent non pas en parallèle, mais en s'influençant mutuellement. Et, bien sûr, en s'invitant aux premiers rangs de l'actualité et de l'agenda politique.

La transition mobilitaire se développe dans la dimension combinée de l'espace-temps. Elle se manifeste aussi bien par les déplacements périodiques et pendulaires de plus en plus lointains que par les mouvements migratoires à grande échelle ou les transformations à l'intérieur de la société. Ces dernières s'observent dans le milieu du travail (rémunéré ou non)

comme dans les activités extraprofessionnelles, sur les réseaux sociaux, dans les programmes de formation, les modèles économiques, les méthodes de gestion, les formes de communication.

Pour l'heure, on ne connaît pas de politique nationale qui envisage d'orienter – encore moins de maîtriser – l'ensemble des changements composant la transition mobilitaire. Cette dernière est en revanche prise en compte là où elle se fait particulièrement spectaculaire: en milieu urbain, dans les [villes](#) que l'on dit souvent elles-mêmes en transition, voire carrément en cours de métamorphose – et pas seulement à [Lausanne](#) où ce terme recouvre un vaste programme de transformation multidimensionnelle de la ville.

La société à 2'000 watts

A phénomène multiple, gouvernance différenciée. Dans son acception usuelle, la transition poursuit le but général d'une plus grande durabilité de la production et de la consommation. A cette fin, les autorités politiques doivent prendre un faisceau de mesures cohérentes et forcément contraignantes. Pour éviter que les nombreuses réglementations et prescriptions soient perçues comme des injonctions technocratiques, les projets dans leur ensemble doivent recevoir une forte adhésion populaire.

A cet égard, la Ville de Zurich, qui poursuit avec [pugnacité](#)

l'instauration d'une société à [2'000 watts](#) (consommation annuelle par personne, y compris l'énergie grise utilisée par les producteurs), a pris la précaution de soumettre cette exigeante option à l'approbation des citoyens. A trois contre un, ils ont dit oui le 30 novembre 2008 à un objectif qui les concerne tous en leurs

différentes qualités: propriétaire ou locataires, employeurs, employés ou indépendants, consommateurs et usagers. Leurs efforts conjoints pourraient atteindre l'objectif visé d'ici 2050.

Prudemment, le Conseil fédéral, dans sa [Stratégie pour le développement durable 2016-2019](#), inscrit la

stabilisation du besoin en énergie primaire à 2'000 watts par personne dans une perspective internationale et à long terme, comportant deux premières étapes de réduction sensible d'ici 2020 et 2035.

Ainsi va la transition, programmée à grande échelle dans l'espace et le temps.

La Suisse, le Brexit et l'UE: une solution commune?

A la recherche d'une sortie par le haut de l'imbroglio européen

Jacques Guyaz - 13 septembre 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29853>

Depuis la votation du 9 février 2014 sur la gestion de l'immigration, la recherche d'une meilleure solution institutionnelle entre la Suisse et l'Union européenne a trouvé une nouvelle actualité. Ces réflexions sont surtout le fait de milieux pro-européens, mais n'ont guère d'impact sur le débat politique centré autour de la mise en œuvre pour le 9 février 2017 de l'[article 121a](#) de la Constitution fédérale.

A l'inverse, après le Brexit, la nécessité d'une nouvelle architecture institutionnelle entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne apparaît de plus en plus indispensable pour éviter un enlisement des négociations sur les modalités du retrait britannique dans d'innombrables discussions sectorielles.

Pourtant rien ne se dessine

vraiment, ni en Suisse, ce qui est assez logique au vu des incertitudes totales qui entourent l'échéance du 9 février 2017, ni en Grande-Bretagne, avec des élites imprévoyantes et totalement prises de court. C'est le mérite de la [Fondation Bruegel](#), un institut de recherche de Bruxelles, de sortir de cette paralysie intellectuelle pour présenter une [solution originale](#) et intéressante, dont bien sûr rien ne dit qu'elle sera retenue, mais qui ouvre des pistes stimulantes.

Les auteurs de l'étude se réfèrent à la situation actuelle de la Norvège et de la Suisse face à l'Union européenne, écartant d'emblée toute reprise de l'une ou l'autre formule par la Grande-Bretagne.

L'option norvégienne consiste, avec l'Espace économique

européen que la Suisse a refusé en 1992, à se tenir dehors tout en reprenant la totalité des directives européennes et en acceptant la libre circulation des travailleurs, ce qui se révèle totalement contraire au vote de l'électorat britannique.

L'option helvétique est sans doute inacceptable pour l'Union, car elle reviendrait à autoriser la Grande-Bretagne à picorer (*cherry-picking* dans le texte) dans les domaines où elle jugerait un accord favorable pour elle. Cette simple mention dans un document dont aucun des cinq signataires n'est suisse montre *a contrario* l'habileté dont nos diplomates ont su faire preuve dans la négociation des accords bilatéraux.

Le travail de la fondation Bruegel fait le constat d'un double rejet de la part de